

# Santé: Une ordonnance pour sauver le secteur

• L'offre de soins se dégrade, les citoyens obligés de supporter plus de 50% des dépenses

• Moins de 6% du PIB consacré à la Santé, alors que la moyenne mondiale est de 10%

• Les recommandations du Plan 2025 pour améliorer gouvernance et financement

EN plus du problème de gouvernance, le secteur de la santé publique souffre amplement du manque de moyens humains et financiers. Cela s'est traduit durant la dernière décennie par une nette dégradation des offres de soins qui ne suivent plus le développement de la population. Ils ne répondent donc plus aux besoins des habitants et ne peuvent, en conséquent, accompagner convenablement le chantier de la généralisation de la couverture médicale, notamment l'exécution du programme Ramed.

En dépit des efforts enregistrés ces dernières années pour améliorer le budget du secteur de la santé publique, le besoin reste énorme pour rattraper le retard et réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). Un benchmark avec les pays de la région confirme ce retard. Par exemple, pour la mortalité maternelle, le taux enregistré par le Maroc est de 72,6 pour 100.000 nouvelles naissances. Un score qui le classe largement derrière des pays à économie similaire comme la Tunisie (62), l'Égypte (62) et le Liban (15). Le même constat est valable pour d'autres indicateurs, notamment la mortalité infanto-juvénile et la tuberculose. Pour cette dernière pathologie, la situation est inquiétante avec un taux d'incidence d'environ 90 pour 100.000, largement supérieur à ceux enregistrés par les pays de la région. «Le taux d'incidence estimé par l'OMS a baissé d'une moyenne annuelle de 1,1% entre 1990 et 2015», tente de rassurer tant bien que mal une source du ministère de la Santé.

La faible performance du système de santé s'explique en grande partie par le manque de moyens financiers. Ainsi, la part des dépenses représentent seulement près de 5,5% du PIB, un niveau inférieur par rapport à celui enregistré par les pays de la région comme la Tunisie (6,7%) et le Liban (7,4%) ainsi que la moyenne mondiale qui avoisine les

## Les charges du personnel, voraces! Evolution du budget du ministère de la Santé (en milliers de DH)



L'analyse de l'évolution du budget du ministère de la Santé permet de relever une irrégularité dans son accroissement, qui reste en général très faible, avec plus de la moitié consacrée au personnel. Avec ce niveau de budget, il serait donc difficile de recruter plus en vue de renforcer l'effectif du personnel pour qu'il soit conforme aux standards internationaux. Et également d'investir pour la construction et l'équipement des centres et hôpitaux de santé et assurer par la suite leur bon fonctionnement (Ph. L'Economiste)

Rubrique	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Budget total	12.918.194	13.096376	14.280.934	14.114.752	14.790.120	16.331.249
Dépenses personnel	7.368.194	7.441.876	7.523.969	7.464.752	7.940.120	8.581.249
% du budget total	57%	57%	53%	53%	54%	53%

Source: Ministère de la Santé

10%. Une telle situation se traduit par une baisse au niveau des dépenses de santé par personne qui ne dépassent pas 436 dollars par an contre une moyenne

de conscience s'est traduite par l'adoption dernièrement du Plan santé 2025 avec un programme d'action pour le développement de l'offre de soins au profit

gement que l'on peut constater à travers la nette amélioration de l'enveloppe réservée au département de la Santé au titre du budget 2019 qui dépasse les 16 milliards de DH, soit un accroissement de 10,42% par rapport à 2018.

En dépit de cet effort, cette enveloppe représente seulement 5,66% du budget global et reste loin du taux de 10% recommandé par les organisations internationales. L'élargissement de la couverture médicale de base reste l'un des principaux leviers pour améliorer le système de santé, et tendre ainsi vers la couverture sanitaire universelle. A ce titre, le Plan santé prévoit en 2025 d'augmenter la proportion des personnes couvertes par l'assurance maladie à 90%. Relever ce défi ambitieux nécessite de s'attaquer à deux chantiers prioritaires, indique le ministre. Le premier concerne l'élargissement de la couverture médicale aux travailleurs non salariés dont la population cible est estimée à près de 11 millions de personnes. Des discussions dans ce sens ont déjà été entamées avec les professionnels du secteur de la santé, médecins, médecins dentistes, pharmaciens et paramédicaux. Le second chantier sera de trouver des solutions aux dysfonctionnements relevés lors de la mise en œuvre du Ramed.

Noureddine EL AISSI

## 6 milliards de DH pour le Ramed

LA prise en charge de ce programme est assurée notamment par le ministère de la Santé pour un coût estimé à 5,8 milliards de DH par an. Ceci s'explique par le fait que les ramedistes constituent près de 75% des clients des hôpitaux publics. L'amélioration de l'opération du ciblage du Ramed figure parmi les actions préconisées par le Plan santé 2025. Cela va permettre d'éviter de faire de ce programme un réceptacle pour toutes les catégories ne pouvant pas être assujetties à l'AMO telle qu'elle est conçue. Il faut, pour l'heure, interdire aux personnes aisées l'accès au Ramed, un programme destiné aux citoyens en situation de précarité.

mondiale de 1.222 dollars, selon le dernier rapport 2015 sur les comptes nationaux de la santé (CNS) 2013.

Face au faible engagement du budget de l'Etat dans le financement du système de santé, les citoyens sont déjà dans l'obligation de mettre la main à la poche pour supporter le reste à charge qui représente près de 50,7% des dépenses totales contre 53,6% en 2010. La part restante est financée par le budget de l'Etat et les organismes gestionnaires de l'assurance maladie.

Une telle situation interpelle sérieusement le gouvernement en vue d'engager des réformes pour que ce secteur soit au rendez-vous avec les ODD. Cette prise

de l'ensemble des citoyens. «Ce plan propose un mode innovant de gouvernance et de financements», précise Anass Doukkali, ministre de la Santé. Une partie est consacrée à l'amélioration du système de financement du secteur avec l'ambition de réduire la contribution du citoyen à 25% en 2025. Pour ce faire, un certain nombre de mesures d'ordre financier et organisationnel sont prévues. Cela devrait en principe se traduire par une augmentation de la participation de l'Etat et celle des organismes gestionnaires de l'assurance maladie. «L'objectif du plan est également d'accroître le budget de la tutelle pour atteindre 8% en 2025», indique Doukkali. Un enga-

# Santé: «Cure de désintox» et pistes de financement



- Le volet financier doit être séparé de l'offre de soins et la mission de régulation
- Mise en place d'un organisme gestionnaire du Ramed
- Rationalisation des dépenses, maîtrise de la facturation, mobilisation de fonds hors budget de l'Etat... les pistes



**L**ES médicaments innovants, même chers, ainsi que le digital constituent des niches pour réaliser des économies au profit des systèmes de santé, selon Eric Baseilhac. Aux USA et en Europe, il a été montré qu'avec des médicaments innovants, on a pu aboutir à l'éradication, dans un délai de 10 à 15 ans, des pathologies lourdes et très coûteuses comme l'hépatite C. Pour le digital, l'expert français a rappelé l'expérience réalisée dans son pays qui consiste à la mise en place d'un programme de télé-médecine permettant aux patients qui souffrent de problèmes rénaux de renseigner via leur téléphone portable les données cliniques qui sont transmises à un centre de néphrologie. Ce dernier se charge de corriger le régime alimentaire et le traitement des patients. «Cela a permis de retarder le passage à la dialyse de près de 7 ans, ce qui constitue une source d'économie formidable», fait observer Eric Baseilhac. □

site des financements que l'Etat peindra à mobiliser en totalité.

«Pour pallier cette contrainte, il serait judicieux de créer une entité publique de

droit privé qui sera chargée de la mobilisation des financements et la construction des infrastructures hospitalières», recommande le Plan santé 2025. Des bailleurs

de fonds pourraient ainsi accompagner le financement des infrastructures du secteur de la santé. Pour ce faire, le ministère a besoin uniquement de la garantie de l'Etat pour bénéficier de ces fonds qui ne seront pas comptabilisés en tant que dettes du budget général.

Avec une meilleure gouvernance, il est aussi possible de réaliser des économies financières au niveau du système de santé. La tutelle planche actuellement sur le lancement d'un certain nombre de mesures. Premièrement, l'instauration d'un système de facturation efficace permettant aux établissements de santé, notamment des hôpitaux provinciaux et régionaux, d'assurer le recouvrement des coûts engagés au titre de leurs prestations fournies aux malades. Cette action s'inscrit dans le cadre d'un projet en cours portant sur la mise en place d'un système d'information hospitalier. «Le marché devrait être lancé au cours de 2019», confie une source du ministère de la Santé.

Des réformes sont également prévues pour la rationalisation de l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments. Selon notre source, le ministre examine la possibilité de lancer les marchés cadres d'approvisionnement en médicaments tous les trois ans au lieu de chaque année, comme cela se fait actuellement.

Signalons par ailleurs que la problématique du financement du système de santé a été largement débattue lors du 6e Congrès national de la pharmacie et pharmaco-économie organisé dernièrement à Rabat par la Société marocaine de l'économie des produits de santé (SMEPS). Une rencontre qui a permis de sortir avec certaines recommandations dont la création d'un fonds de solidarité dédié à ce secteur en imposant des taxes sur certains produits (tabac, alcool...). Au menu également, la mise en place d'un système de cotisation en fonction des revenus avec implication de l'employeur. Sans oublier le bon usage des médialement avec une meilleure évaluation de l'efficacité des produits de santé en vue de leur remboursement. Un aspect sur lequel a été focalisé l'exposé présenté par Eric Baseilhac, directeur des Affaires économiques et internationales des entreprises du médicament de France (LEEM). Pour ce dernier, un pays comme le Maroc, en transition épidémiologique, devrait augmenter son budget pour le secteur de la santé. Ces dépenses doivent être assimilées à des investissements, car l'amélioration de l'état de santé et l'espérance de vie de la population va se traduire favorablement sur la productivité du pays, souligne l'expert français. □

N. E. A.